Un rapport récent livre l'opinion des publics occidentaux face à la mondialisation et à ses conséquences sur la pauvreté. Ce rapport est basé sur une enquête d'opinion menée par Gallup du 13 au 25 mai 2004 sur un échantillon de 1000 personnes de plus de 18 ans dans chacun des 4 pays ayant fait l'objet de l'étude : USA, Royaume-Uni, Allemagne et France. Il apparaît ainsi que :

- dans les négociations commerciales internationales, le public se montre préoccupé par les droits sociaux, l'environnement, la transparence dans les négociations et par dessus tout par le sécurité d'emploi pour eux et les personnes vivant dans les PED, préoccupations d'autant plus fortes qu'elles sont alimentées par une défiance générale à l'encontre des firmes transnationales.

- à l'exception de la Grande-Bretagne, plus de la moitié des ceux qui ont été interrogés croient que la libéralisation du commerce est synonyme des pertes d'emplois et d'une incertitude accrue sur leur propre devenir. 65 % des personnes interrogées ont exprimé leur insatisfaction. C'est particulièrement vrai en Allemagne avec 81 % d'opinion négative. 60 % des américains et 67 % des français ne sont pas satisfaits de la direction prise par leur pays.

- il y a un désir universel dans l'ensemble de ces pays de protéger les aspects importants de l'économie locale (par exemple le monde paysan ou les petits entrepreneurs).

La pauvreté et les problèmes de la faim dans le monde :
93 % pensent que la lutte contre la faim est une bonne raison de combattre la pauvreté (est-ce que 7 % s'en accommoderait ?).
Charité bien ordonnée commence par soi-même : 68 % pensent que combattre la pauvreté est un bon moyen d'ouvrir des marchés aux produits de leur pays.

Assistance au développement des pays pauvres :
Une majorité préfère le développement du commerce à une aide aux pays pauvres. 73 % croient que le commerce développe l'emploi dans les Pays En Développement.
L'opposition la plus forte à l'aide au développement vient des USA avec 27 % d'opposants. Les USA s'intéressent plus que les autres à la gestion qualitative des gouvernements alors que par exemple les Britanniques considèrent que de graves problèmes de gouvernance est l'indication de terribles conditions d'existence nécessitant d'autant plus l'aide auprès des pays en souffrant. Ce sont les Allemands (à 74 %) qui préfèrent le plus le commerce à l'aide. C'est en France que le rapport est le moins tranché : 63 % pour le commerce et 38 % pour l'aide. Exception faite de la France, les gens croient que le commerce plus que l'aide favorise l'émergence de sociétés plus paisibles.

En règle générale, le terme "aide internationale" est mieux perçu que celui d' "assistance au développement", "aide économique" ou "assistance économique".

Les accords commerciaux améliorent-ils la situation des pays pauvres ? :
61 % reconnaissent que les accords commerciaux internationaux menacent les PED dont les économies sont trop fragiles pour lutter sur tous les fronts au niveau mondial. 48 % des allemands demeurent éloignés de cette idée alors que ¾ des français la soutiennent.

Le commerce comme instrument de changement et d'innovation :
A l'exception de la France, les gens pensent que le commerce est un instrument de changement positif et d'innovation de l'économie intérieure.

Soutien au commerce international :
Ce sont les Allemands à 89 % qui sont le meilleur soutien dans ce domaine. Le soutien est moindre (77 %) en France que dans les 3 autres pays et ils préfèrent nettement plus le terme "commerce équitable" au "libre-échange".

49 % des américains (contre 31 %) et des Britanniques (49 % contre 35 %) ont une opinion positive sur la mondialisation. Il convient de noter qu'un nombre appréciable de Britanniques et d' Américains se déclarent sans opinion sur le sujet (respectivement 15 et 22 %)

Mais 51 % des Allemands ont une opinion négative. C'est en France où le soutien public à la mondialisation est le plus faible et l'opposition la plus forte (21 % s'y déclarant "tout à fait contre").

Quelle opinion de l'OMC ? :

51 % des Britanniques auraient une opinion favorable mais seulement 49 % des Français, 47 % des Allemands et ...42 % des Américains et encore cette bonne opinion reste plutôt timide. Très peu expriment les extrêmes (" très favorables" ou "très hostiles") et le nombre de "sans opinion" y est très élevé. (29 % des cas aux USA).Ce pourcentage tombe à 12 % en France ce qui n'a rien d'étonnant étant donné (comme le souligne le rapport) les débats animés sur la mondialisation et le commerce qui font rage dans ce pays.

Libre-échange et accords régionaux :
Le soutien au libre transfert des marchandises et des biens et à la libre circulation des personnes chute lorsqu'il est question d'accords particuliers comme l'Alena ou le Marché Commun européen, en particulier aux USA où le débat sur l'Alena continue 10 ans après sa mise en route. A l'exception des Britanniques, les gens estiment que le commerce international entraîne une perte d'emplois chez eux et un grand nombre, particulièrement en France et aux USA, pense qu'il mène à des emplois sous-payés.

Commerce et subventions :
Les subventions agricoles pour aménager le territoire reçoivent l'adhésion de 80 % des consultés.
Les subventions aux producteurs de coton :
Le soutien à la protection de la production cotonnière dans les pays du Nord est particulièrement fort (43 % des américains et 40 % des britanniques l'approuvent).
A l'exception de l'Allemagne, les autres pays, à une forte majorité, soutiennent les mesures protectionnistes destinées à empêcher les paysans européens et américains d'abandonner leurs activités.

Le commerce international sert surtout les intérêts des multinationales :
Pour 56 % des personnes interrogées, les transnationales sont les premiers bénéficiaires de la réduction des obstacles au commerce. Ce sentiment est particulièrement ressenti en France (65 %) et aux USA (53 %), moins en Grande-Bretagne (43 %).
Contrairement aux transnationales, les petites entreprises sont considérées presque comme sacro-saintes.

Doit-on augmenter le nombre d'accords commerciaux internationaux ?
42 % des Américains seulement sont favorables à un plus grand nombre d'accords commerciaux dont une vaste majorité d'entre eux préférerait "plutôt un peu plus" d'accords.
C'est en France qu'on trouve le plus de partisans (82 %) d'une augmentation des accords commerciaux dont 50 % se déclarent pour "plutôt un peu plus" d'accords.

L'éducation comme instrument pour accompagner les changements :
92 % pensent qu'on doit donner aux gens l'éducation et la formation pour pouvoir s'adapter aux nouvelles conditions du marché du travail.
Comme le note la rapport, cette attente contraste fortement avec les progrès extrêmement lents de l'un des plus importants objectifs de l'Union Européenne : la réalisation de la stratégie de Lisbonne qui vise à faire de l'UE "l'économie la plus dynamique et la plus compétitive" du monde d'ici 2010.

Commerce et environnement :
Près des 2/3 des personnes interrogées estiment que ne devraient pas être négociés des accords commerciaux qui se feraient aux dépens de l'environnement et de l'emploi.
Le rapport en conclue que les efforts des activistes pour gagner le soutien public pour l'intégration de dispositifs de protection de l'environnement et du monde du travail dans les accords commerciaux se sont révélés un succès.

Place des autres organisations internationales :
Il n'y a qu'en France que l'on soutienne le renforcement d'organisations internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé ou l'Unicef pour mieux équilibrer les rapports entre commerce international et besoins sociaux.
L'appel à plus de transparence :
Ce sont les Allemands qui se montrent les plus concernés alors que la France l'est beaucoup moins.

Les enseignements du rapport :
Les optimistes (62 %) sont partout majoritaires sauf en Allemagne.
Néanmoins si le commerce international contribue à la prospérité, cela ne doit pas se faire à n'importe quel

prix. Les USA et l'UE doivent faire front pour le maintien des normes sociales et des droits humains; ils doivent protéger l'emploi, l'environnement et l'avenir de nos enfants.
78 % soutiennent cette proposition que l'on se place du côté des optimistes ou des pessimistes (84 % pour les premiers et 76 % pour les seconds).

Alors que les européens croient que le commerce offre davantage de choix aux consommateurs, ils ne sont pas convaincus qu'ils fasse baisser les prix. (effet négatif de l'euros ?)

Les Français à 61 % se montrent sensibles au protectionnisme (revenir sur certains accords commerciaux en cours, limitation d'accès à leur marché par l'imposition de tarifs à l'importation). Les Britanniques les suivent à 50 %, mais 44 % d'Américains et 42 % d'Allemands. 43 % de l'ensemble des pessimistes ne pensent pas que ces choix soient convaincants.

Pour ¾ des personnes interrogées, les règles portant sur la propriété intellectuelle devraient être modifiées pour permettre aux PED d'avoir un meilleur accès aux médicaments vitaux pour eux.
44 % des personnes interrogées ont une opinion défavorable de l'OMC, estimant que les marchandages commerciaux donnent à ces institutions beaucoup trop d'autorité et qu'elles n'offrent pas suffisamment de contrôles.